Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>b conserver la faune et la flore indigènes et à en favoriser l'existence;</p> <p>c sauvegarder ou rétablir l'équilibre naturel;</p> <p>d éviter de porter atteinte à des espaces vitaux sensibles;</p> <p>e encourager des modes d'utilisation respectant l'environnement et le lieu de situation;</p> <p>f assurer la sauvegarde d'objets géologiques dignes de protection et à</p> <p>g éveiller la compréhension pour les interactions dans la nature.</p>	<p>f assurer la sauvegarde d'objets géologiques dignes de protection et à;</p>
<p>Art. 3 Tâches et mesures</p> <p>¹ Les tâches et les mesures visant à protéger la nature consistent en particulier à</p> <p>a assurer la sauvegarde de zones dignes de protection;</p> <p>b assurer la sauvegarde d'objets botaniques et géologiques dignes de protection;</p> <p>c désigner les espèces végétales et animales rares ou menacées et à définir la nature de leur protection;</p> <p>d acquérir des terres pour l'application et l'exécution de tâches et de mesures relevant de la protection de la nature;</p> <p>e conclure des conventions stipulant l'utilisation de surfaces de compensation adaptée au but visé;</p> <p>f exécuter des mesures d'entretien, d'aménagement et de rétablissement destinées à assurer la protection de la nature;</p> <p>g établir des inventaires;</p> <p>h veiller à ce que les intérêts de la protection de la nature soient pris en considération lors de planifications et de l'établissement de projets;</p>	<p>e conclure des conventions stipulant <u>notamment</u> l'utilisation de surfaces de compensation <u>écologique</u> adaptée au but visé;</p> <p>f exécuter des mesures d'entretien, d'aménagement, <u>de mise en valeur</u> et de rétablissement destinées à assurer la protection de la nature;</p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>i procurer les données nécessaires à la protection de la nature;</p> <p>k soutenir l'activité des organisations pour la protection de la nature;</p> <p>l développer dans la population la connaissance de la nature et des interactions d'ordre écologique et à</p> <p>m contrôler le succès des mesures promulguées par la présente loi.</p>	<p>h1 harmoniser les plans réglant le mode d'utilisation du sol au sens de la législation sur l'aménagement du territoire avec les mesures promulguées par la présente loi;</p> <p>m contrôler le succès <u>la mise en œuvre et l'efficacité</u> des mesures promulguées par la présente loi.</p>
<p>Art. 4 Contrats 1 Principe</p> <p>¹ La sauvegarde de zones et d'objets dignes de protection est assurée en principe par la conclusion de contrats. Les mesures de protection prises par les communes en vertu de la législation sur les constructions sont réservées.</p> <p>² La sauvegarde des surfaces de compensation est exclusivement assurée par contrat.</p> <p>³ Les contrats prévoient des indemnités ou des dédommagements équitables lorsque l'exploitation actuelle doit être limitée par souci de garantir la protection visée ou qu'une prestation doit être fournie sans avantage lucratif correspondant. Ils fixent les charges imposées à l'exploitation et les restrictions de l'utilisation qui sont nécessaires.</p>	<p>Art. 4 <i>Abrogé(e).</i></p>
	<p>Art. 4a Plan sectoriel Biodiversité</p> <p>¹ Le plan sectoriel Biodiversité</p> <p>a constitue l'instrument stratégique de pilotage cantonal dans le domaine de la protection de la nature;</p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
	<p>b présente les modalités de mise en œuvre des consignes de la Confédération et des objectifs cantonaux;</p> <p>c présente les modalités de coordination des mesures d'exécution.</p> <p>² Il est arrêté par le Conseil-exécutif et a force obligatoire au sens de l'article 57, alinéa 1 de la loi du 9 juin 1985(LC)¹⁾ sur les constructions.</p>
<p>Art. 5 2 Durée</p> <p>¹ Les contrats sont en règle générale conclus pour une durée de six ans au moins.</p> <p>² Faute de résiliation écrite intervenue trois mois au moins avant leur expiration, ils sont réputés renouvelés pour six nouvelles années.</p> <p>³ Une durée de validité différente peut être convenue dans des cas particuliers.</p> <p>⁴ Celui qui aménage une nouvelle surface de compensation écologique a droit, en principe et au minimum, à une double prolongation de son contrat.</p>	<p>Art. 5 <i>Abrogé(e)</i>.</p>
	<p>Art. 5a Inventaires</p> <p>¹ Le canton établit et met à jour les inventaires des zones et des objets dignes de protection qui sont d'importance régionale.</p> <p>² Les communes établissent et mettent à jour les inventaires des zones et des objets dignes de protection qui sont d'importance locale.</p> <p>³ Les inventaires cantonaux et communaux concernant les zones et les objets dignes de protection n'ont qu'un caractère informatif et ne lient ni les autorités, ni les particuliers, sous réserve de dispositions légales particulières.</p> <p>⁴ Ils sont publics et peuvent être consultés librement.</p>

¹⁾ RSB 721.0

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>Art. 6 Décisions de mise sous protection</p> <p>¹ La sauvegarde de zones et d'objets dignes de protection est assurée par une décision de mise sous protection</p> <p>a lorsque les propriétaires fonciers et les communes touchés acceptent par déclaration écrite la mise sous protection;</p> <p>b lorsqu'une réglementation contractuelle est impossible ou inefficace dans une zone d'importance nationale ou régionale. Le Conseil-exécutif règle la participation des propriétaires fonciers et des communes touchés à cette procédure par voie d'ordonnance.</p> <p>² Les zones et objets dignes de protection mis sous protection en vertu de la loi ou par décision sont désignés comme respectivement réserves naturelles et objets naturels protégés.</p>	<p>Art. 6 <i>Abrogé(e)</i>.</p>
	<p>Art. 6a Instruments de sauvegarde relevant de l'aménagement du territoire</p> <p>¹ En règle générale, le canton assure la sauvegarde des zones et des objets dignes de protection qui sont d'importance nationale ou régionale au moyen d'une décision de mise sous protection selon l'article 36.</p> <p>² Les communes se réfèrent à la législation sur les constructions pour établir des plans d'affectation assurant la sauvegarde des zones et des objets dignes de protection qui sont d'importance locale.</p> <p>³ Les zones et les objets mis sous protection en vertu de la loi ou par décision sont désignés respectivement comme réserves naturelles et objets naturels protégés.</p>
<p>Art. 7 Déroations</p>	<p>Art. 7 Déroations <u>Autorisations de dérogation</u></p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>¹ Des dérogations aux prescriptions sur la protection peuvent être accordées pour des motifs importants, en particulier pour des dessertes sauvegardant la colonisation et l'exploitation de régions isolées, dans la mesure toutefois où les intérêts publics ne s'en trouvent pas lésés.</p> <p>² Une autorisation de dérogation est notamment exigée pour des atteintes portées à des réserves naturelles ou à des objets naturels protégés telles que remblayages, destruction ou déboisement d'associations végétales, excavations, remplissage de cavités et modifications du régime des eaux.</p> <p>³ Les autorisations de dérogation peuvent être assorties de conditions et de charges. Lorsque des atteintes à un espace vital protégé ne peuvent pas être évitées, leur auteur sera tenu d'assurer la meilleure protection possible, de remettre les lieux en l'état ou de verser un dédommagement équitable.</p>	<p>¹ Des dérogations aux prescriptions sur la protection peuvent être accordées. Une autorisation de dérogation est notamment exigée pour des motifs importants, en particulier pour atteintes portées à des dessertes sauvegardant la colonisation zones et l'exploitation objets dignes de régions isolées, dans la mesure toutefois où les intérêts publics ne s'en trouvent pas lésés. <u>protection ou protégés telles que remblayages, destruction ou déboisement d'associations végétales, excavations, remplissage de cavités et modifications du régime des eaux.</u></p> <p>² Une autorisation <u>Les interventions risquant de dérogation est notamment exigée pour des atteintes portées à des réserves naturelles ou à des porter atteinte aux zones et objets naturels protégés telles que remblayages, destruction ou déboisement d'associations végétales, excavations, remplissage dignes de cavités</u> <u>protection ne peuvent être autorisées que si elles s'imposent à l'endroit prévu et modifications du régime des eaux qu'elles correspondent à un besoin prépondérant. Le droit supérieur est réservé.</u></p> <p>³ Les autorisations de dérogation peuvent être assorties de conditions et de charges. Lorsque des atteintes à un espace vital protégé <u>ou à un objet digne de protection</u> ne peuvent pas être évitées, leur auteur sera tenu d'assurer la meilleure protection possible, de remettre les lieux en l'état ou de verser un dédommagement équitable.</p>
<p>Art. 8 Catégories</p> <p>¹ Les zones et objets dignes de protection sont classés selon leur importance.</p> <p>² Une distinction est faite entre objets d'importance nationale, d'importance régionale ou d'importance locale.</p> <p>³ En l'absence de décision contraire de la Confédération ou du canton, les zones ou objets sont réputés d'importance locale.</p>	<p>³ <i>Abrogé(e).</i></p>
<p>Art. 9 Inventaires 1 Compétences</p> <p>¹ Le canton établit et met à jour les inventaires des zones et des objets dignes de protection qui sont d'importance nationale ou régionale.</p>	<p>Art. 9 <i>Abrogé(e).</i></p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>² Les communes peuvent établir et mettre à jour les inventaires des zones et objets dignes de protection qui sont d'importance locale.</p> <p>³ La Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement approuve les inventaires cantonaux, le conseil communal les inventaires communaux.</p>	
	<p>Art. 9a Contrats</p> <p>¹ Le canton et les communes peuvent conclure des contrats portant sur des mesures prévues par la présente loi, telles que l'adoption de méthodes d'exploitation et d'entretien adaptées aux zones dignes de protection ou aux surfaces de compensation écologique.</p> <p>² Quiconque exploite des surfaces inventoriées par la Confédération ou le canton ou situées dans une zone protégée d'importance nationale ou régionale peut exiger de conclure un contrat d'exploitation avec le service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement.</p> <p>³ Les contrats</p> <p>a prévoient des indemnités ou des dédommagements équitables lorsque l'exploitation actuelle doit être limitée dans le but de garantir la protection visée ou qu'une prestation doit être fournie sans avantage lucratif correspondant.</p> <p>b fixent les charges imposées à l'exploitation et les restrictions de l'utilisation qui sont nécessaires.</p>
<p>Art. 10 2 Fonction</p> <p>¹ Les inventaires cantonaux et communaux concernant les zones et les objets dignes de protection n'ont qu'un caractère informatif et ne lient ni les autorités, ni les particuliers, sous réserve de dispositions légales particulières.</p> <p>² Ils sont publics et peuvent être consultés librement.</p>	<p>Art. 10 <i>Abrogé(e).</i></p>
<p>Art. 12 Organes</p>	

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>¹ L'exécution de la législation sur la protection de la nature incombe en particulier</p> <p>a ...</p> <p>b à la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement,</p> <p>c au service compétent de cette Direction,</p> <p>d aux communes,</p> <p>e aux organes de surveillance de la protection de la nature désignés par le Conseil-exécutif, et</p> <p>f aux organisations pour la protection de la nature mandatées, dans les limites de leur mandat.</p> <p>² Est réservée la compétence d'autres Directions et offices dans les cas prévus par la loi ou en vertu d'une réglementation particulière du Conseil-exécutif.</p>	<p>e aux organes de surveillance de la protection de la nature désignés par le Conseil-exécutif, et,</p> <p>f aux organisations pour la protection de la nature mandatées <u>estiers auxquels il est fait appel</u>, dans les limites de leur mandat.</p>
<p>Art. 14 2 Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement</p> <p>¹ La Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement est l'autorité de surveillance en matière de protection de la nature.</p> <p>² Elle met sous protection les zones et les objets dignes de l'être qui sont d'importance nationale ou régionale et édicte les prescriptions de protection nécessaires.</p> <p>³ Son service compétent nomme les surveillants cantonaux et les surveillants volontaires de la protection de la nature et fixe les conditions d'engagement, en accord avec la Direction des finances.¹⁾</p> <p>⁴ Elle représente le canton dans les litiges.²⁾</p>	<p>Art. 14 2-Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement</p> <p>³ <i>Abrogé(e).</i></p> <p>⁴ <i>Abrogé(e).</i></p>

¹⁾ Anciens alinéas 2 et 3

²⁾ Anciens alinéas 2 et 3

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>Art. 15 3 Service cantonal spécialisé dont relève la protection de la nature</p> <p>¹ Le service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement est le service cantonal spécialisé dont relève la protection de la nature.</p> <p>² Il exécute les prescriptions régissant la protection de la nature, de même qu'il en coordonne les mesures, pour autant que la loi n'en dispose pas autrement ou que le Conseil-exécutif n'adopte pas de réglementation particulière.</p> <p>³ Le service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement</p> <p>a prépare les décisions de mise sous protection par la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement;</p> <p>b rend les décisions nécessaires;</p> <p>c accorde des dérogations dans la mesure où des réserves naturelles ou des objets naturels protégés d'importance locale ne sont pas touchés;</p> <p>d s'occupe des mesures d'aménagement et d'entretien nécessaires dans les réserves naturelles d'importance nationale et régionale;</p> <p>e conclut, dans les limites de sa compétence financière, des conventions stipulant la conservation, l'affectation et l'exploitation de réserves naturelles et d'objets naturels protégés ainsi que de surfaces de compensation d'importance nationale ou régionale;</p> <p>f verse, dans les limites de sa compétence financière, des dédommagements, des indemnités ou des contributions;</p> <p>g conseille et soutient les communes dans le domaine de la protection de la nature;</p> <p>h tient les inventaires des zones et des objets dignes de protection qui sont d'importance nationale ou régionale;</p>	<p>Art. 15 3-Service cantonal spécialisé dont relève la protection de la nature</p> <p>a1 statue sur les modifications minimales des décisions de mise sous protection;</p> <p>d s'occupe des mesures d'aménagement, de mise en valeur et d'entretien nécessaires dans les réserves naturelles d'importance nationale et régionale;</p> <p>e conclut, dans les limites de sa compétence financière, des conventions stipulant la conservation, l'affectation et l'exploitation de réserves naturelles et d'objets naturels protégés <u>d'importance nationale ou régionale</u> ainsi que de surfaces de compensation <u>d'importance nationale ou régionale</u> <u>écologique</u>;</p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>i attribue des tâches de la protection de la nature aux organes de surveillance de la protection de la nature d'entente avec les services spécialisés;</p> <p>k rédige des corapports sur des plans et des projets;</p> <p>l procure les données nécessaires à la protection de la nature;</p> <p>m renseigne la population et les organes d'exécution sur les exigences de la protection de la nature et organise des cours de formation et</p> <p>n contrôle le succès des mesures ordonnées.</p>	
<p>Art. 16 4 Communes</p> <p>¹ Les communes exécutent la législation sur la protection de la nature à l'échelon local.</p> <p>² Les communes</p> <p>a assurent la sauvegarde des zones et des objets dignes de protection qui sont d'importance locale et décident leur mise sous protection;</p> <p>b rendent les décisions nécessaires;</p> <p>c peuvent conclure des conventions sur la conservation, l'affectation et l'exploitation desdits zones et objets, en particulier s'il s'agit de surfaces de compensation d'importance locale;</p> <p>d peuvent verser des dédommagements, des indemnités et des contributions;</p> <p>e peuvent tenir les inventaires des zones et des objets dignes de protection qui sont d'importance locale.</p>	<p>Art. 16 4 Communes</p> <p>b rendent <u>peuvent accorder des autorisations de dérogation sur la base de l'article 7 pour les décisions nécessaires interventions portant atteinte aux zones et aux objets dignes de protection d'importance locale;</u></p> <p>e peuvent tenir <u>établissent et mettent à jour les inventaires des zones et des objets dignes de protection qui sont d'importance locale.</u></p>
<p>Art. 17 5 Surveillance de la protection de la nature</p>	<p>Art. 17 5-Surveillance de la protection de la nature</p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>¹ La surveillance de la protection de la nature est assurée par</p> <p>a les surveillants et surveillantes volontaires de la protection de la nature et, de manière subsidiaire,</p> <p>b les autres organes de police du canton et des communes.</p> <p>c ...</p> <p>d ...</p> <p>² Les organes de surveillance de la protection de la nature assument les tâches qui leur sont conférées.¹⁾</p> <p>³ Ils se remplacent mutuellement lorsque la tâche le permet ou que la situation l'exige.</p> <p>⁴ Ils font partie de la police judiciaire.²⁾</p>	<p>¹ La surveillance de la protection de la nature est assurée par <u>les gardes-faune, les gardes-pêche de l'État et la Police cantonale.</u></p> <p>a <i>Abrogé(e).</i></p> <p>b <i>Abrogé(e).</i></p> <p>⁴ Ils font partie <u>Dans le champ de la police judiciaire, compétences qui leur est attribué, ils revêtent le rôle d'autorité de poursuite pénale et sont, en tant que telle, habilités à percevoir des amendes d'ordre.</u></p>
<p>Art. 18 6 Organisations pour la protection de la nature</p> <p>¹ Le canton et les communes peuvent charger des organisations pour la protection de la nature, des services spécialisés et des spécialistes d'assumer des tâches consistant à</p> <p>a donner des conseils;</p> <p>b assurer la formation et l'information;</p> <p>c procurer les données nécessaires;</p> <p>d déterminer et inventorier des objets;</p>	<p>Art. 18 6 Organisations pour la protection de la nature <u>Recours à des tiers</u></p>

¹⁾ Ancien alinéa 1

²⁾ Ancien alinéa 3

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>e préparer des conventions;</p> <p>f assumer l'entretien et l'aménagement d'objets, ainsi qu'à</p> <p>g procéder à des contrôles.</p>	<p>f assumer l'entretien, <u>l'aménagement</u> et <u>l'aménagement</u> <u>la mise en valeur</u> d'objets, ainsi qu'à</p> <p>² Le Conseil-exécutif fixe les modalités de détail par voie d'ordonnance.</p>
<p>Art. 19 Compétence</p> <p>¹ Le canton veille à la protection et à l'entretien des biotopes d'importance nationale ou régionale.</p> <p>² Les communes veillent à la protection et à l'entretien des biotopes d'importance locale.</p> <p>³ Le canton et les communes recourent à la collaboration du service forestier pour réglementer la protection et l'entretien de biotopes dans les forêts.</p> <p>⁴ Après avoir entendu les services spécialisés compétents, la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement fixe les restrictions en matière de chasse et de pêche à l'intérieur des réserves naturelles dans la décision de mise sous protection.</p>	<p>¹ Le canton veille à la protection et à l'entretien des <u>biotopes zones dignes de protection qui sont</u> d'importance nationale ou régionale.</p> <p>² Les communes veillent à la protection et à l'entretien des <u>biotopes zones dignes de protection qui sont</u> d'importance locale.</p> <p>³ Le canton <u>service cantonal spécialisé dont relève la protection de la nature</u> et les communes recourent à la collaboration du service forestier pour réglementer la protection et l'entretien de biotopes dans les forêts.</p>
<p>Art. 20 Définition</p> <p>¹ Sont réputés biotopes les espaces vitaux dignes de protection importants, naturels ou proches de l'état naturel, d'espèces animales et végétales indigènes tels que d'importantes zones d'habitat pour les animaux, des associations forestières rares, des prairies et des orées riches en espèces végétales, des vergers à hautes tiges ayant une valeur écologique, des tourbières et marais, des rose-lières et cariçaias, des rives, des ruisseaux, des mares et des étangs.</p>	<p>Art. 20 Définition <u>Définitions</u></p> <p>¹ Sont réputés biotopes les espaces vitaux dignes de protection importants, naturels ou proches de l'état naturel, d'espèces animales et végétales indigènes au sens du droit fédéral <u>importants, naturels ou proches de l'état naturel, d'espèces animales et végétales indigènes au sens du droit fédéral</u> tels que d'importantes zones d'habitat pour les animaux, des associations forestières rares, des prairies et des orées riches en espèces végétales, des vergers à hautes tiges ayant une valeur écologique, des tourbières et marais, des rose-lières et cariçaias, des rives, des ruisseaux, des mares et des étangs. <u>d'importantes zones d'habitat pour les animaux, des associations forestières rares, des prairies et des orées riches en espèces végétales, des vergers à hautes tiges ayant une valeur écologique, des tourbières et marais, des rose-lières et cariçaias, des rives, des ruisseaux, des mares et des étangs.</u></p> <p>a des espaces vitaux importants d'espèces animales et végétales indigènes,</p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>² Le canton et les communes s'efforcent d'assurer des possibilités d'interaction entre les biotopes.</p>	<p>b d'importantes zones d'habitat pour les animaux, c des axes de liaison importants, d des associations forestières rares, e des prairies et des orées riches en espèces végétales, f des vergers à haute tige ayant une valeur écologique, g des tourbières et marais, des roselières et cariçaies ainsi que des rives, h des ruisseaux, des mares et des étangs</p> <p>² Le canton et les communes s'efforcent d'assurer des possibilités d'interaction entre zones <u>Les biotopes visés à l'alinéa 1 et les communes s'efforcent d'assurer des possibilités d'interaction entre zones tampon suffisantes du point de vue écologique qui les biotopes entourent sont considérés comme des zones dignes de protection.</u></p>
<p>Art. 21 Compensation écologique</p> <p>¹ Afin d'assurer la compensation écologique, le canton et les communes concluent des contrats s'appliquant à certaines surfaces ou à des exploitations agricoles entières. Ils conviennent en particulier les restrictions de l'utilisation, les charges imposées à l'exploitation ainsi que les mesures d'entretien, d'aménagement et de plantation qui sont nécessaires.</p> <p>² Les surfaces de compensation sont des surfaces exploitées de manière peu intensive ou se trouvant dans un état proche du naturel. Elles complètent les biotopes et ont pour but d'assurer judicieusement l'interaction écologique nécessaire en formant des îlots ou des bandes.</p>	<p>¹ Afin d'assurer la compensation écologique, le Le canton et les communes concluent des contrats s'appliquant à certaines surfaces ou à des exploitations agricoles entières. Ils conviennent en particulier les restrictions de l'utilisation, les charges imposées à l'exploitation ainsi que les mesures d'entretien, d'aménagement et de plantation qui sont nécessaires.</p> <p>a concluent, afin d'assurer la compensation écologique, des contrats s'appliquant à certaines surfaces ou à des exploitations agricoles entières;</p> <p>b conviennent en particulier des restrictions de l'utilisation et des charges imposées à l'exploitation ainsi que des mesures d'entretien, d'aménagement, de mise en valeur et de plantation qui sont nécessaires.</p> <p>² Les surfaces de compensation sont des surfaces exploitées de manière peu intensive ou se trouvant dans un état proche du naturel. Elles complètent les biotopes et ont pour but d'assurer judicieusement l'interaction écologique nécessaire en formant des îlots ou des bandes.</p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>³ Elles servent de lieux de refuge et de voies de propagation devant contribuer à la survie d'espèces animales et végétales ainsi qu'à améliorer l'équilibre naturel, particulièrement dans les régions exploitées de manière intensive à l'intérieur ou hors des agglomérations.</p> <p>⁴ En sus des surfaces dignes de protection, telles que les zones humides et mouillées, les rives de ruisseaux et les terrains maigres, il y a lieu de délimiter ou de réaménager des surfaces de compensation consistant en particulier en vergers à haute tige et en prairies irriguées, en lisières et bandes de buissons le long des ruisseaux, orées, haies, champs et espaces verts.</p>	<p>a sont des surfaces qui se trouvent dans un état proche du naturel ou qu'il est prévu de réaménager dans cette optique;</p> <p>b complètent les biotopes à titre permanent ou temporaire et contribuent notamment à mettre en réseau ces derniers de manière judicieuse ainsi qu'à favoriser la biodiversité.</p> <p>^{2a} Le canton et les communes veillent à ce que leurs biens fonciers et projets de construction comprennent une part appropriée de surfaces de haute valeur écologique et proches de l'état naturel.</p> <p>^{2b} Les communes peuvent prévoir d'autres mesures en faveur de la compensation écologique dans leur réglementation fondamentale en matière de construction.</p> <p>³ <i>Abrogé(e).</i></p> <p>⁴ <i>Abrogé(e).</i></p>
<p>Art. 22 Terrains secs, zones humides et prairies grasses riches en espèces 1 Encouragement</p> <p>¹ Le canton soutient par des contributions la conservation et l'entretien de terrains secs, de zones humides et de prairies grasses riches en espèces d'importance nationale ou régionale.</p> <p>² A droit à une contribution celui ou celle qui exploite un terrain sec, une zone humide ou une prairie grasse riche en espèces et a conclu un contrat d'exploitation avec le service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement.</p>	<p>Art. 22 <i>Abrogé(e).</i></p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>³ Les mesures de protection prises en vertu de la présente loi ou de la législation sur les constructions sont réservées.</p>	
<p>Art. 23 2 Définitions</p> <p>¹ Les terrains secs sont des prés et des pâturages exploités de manière extensive où croissent sur sol sec des espèces végétales particulièrement dignes de protection.</p> <p>² Les zones humides sont des espaces verts exploités de manière extensive où croissent sur sol humide à mouillé des espèces végétales particulièrement dignes de protection.</p> <p>³ Les prairies grasses riches en espèces sont des prés et des pâturages modérément fumés et fauchés deux fois par an où croissent sur sol moyen des espèces végétales particulièrement dignes de protection.</p>	<p>Art. 23 <i>Abrogé(e).</i></p>
<p>Art. 24 3 Contributions 3.1 Contributions ordinaires</p> <p>¹ Les contributions ordinaires du canton à l'exploitation sont déterminées selon</p> <ul style="list-style-type: none">a les frais d'exploitation,b la valeur biologique,c le mode d'exploitation etd la surface de la zone donnant droit à contribution. <p>² Le Conseil-exécutif fixe les taux de contribution et les adapte au début de l'année suivante au renchérissement dès que celui-ci a atteint dix pour cent. Il est habilité à prévoir une surface minimale.</p> <p>³ Les sommes nécessaires au versement de contributions à l'exploitation figurent chaque année au budget du service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement dont relève la protection de la nature.</p>	<p>Art. 24 <i>Abrogé(e).</i></p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>Art. 25 3.2 Contributions uniques</p> <p>¹ Le canton peut verser des contributions uniques pour des mesures visant à réduire un embroussaillage excessif de stations sèches et de zones humides.</p> <p>² Les contributions sont fixées d'après le coût d'amélioration de la surface.</p>	<p>Art. 25 <i>Abrogé(e).</i></p>
<p>Art. 26 4 Contrat d'exploitation</p> <p>¹ L'exploitant ou l'exploitante d'une zone répertoriée dans l'inventaire cantonal peut exiger la conclusion d'un contrat d'exploitation avec le service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement.</p> <p>² L'Inspection de la protection de la nature propose à l'exploitant ou à l'exploitante d'une zone répertoriée la conclusion d'un contrat d'exploitation et l'informe du montant du dédommagement, des charges imposées à l'exploitation et des restrictions de l'utilisation.</p> <p>³ L'exploitant ou l'exploitante souhaitant conclure un contrat d'exploitation, mais n'acceptant pas le dédommagement prévu, les charges imposées à l'exploitation ou les restrictions de l'utilisation, peut demander que l'Inspection de la protection de la nature les fixe dans une décision susceptible de recours.</p>	<p>Art. 26 <i>Abrogé(e).</i></p>
<p>Art. 27 Haies et bosquets 1 Protection</p> <p>¹ Les haies et les bosquets sont protégés dans leur état actuel.</p> <p>² Le préfet ou la préfète statue sur les dérogations à l'interdiction de les détruire. Il ou elle fait part aux organisations ayant qualité pour recourir et au service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement des dérogations accordées.</p>	<p>² Le préfet ou la préfète statue sur les dérogations à l'interdiction de les détruire. Il ou elle fait part aux organisations ayant qualité pour recourir et au service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement des dérogations accordées.<u>l'environnement</u></p> <p>a statue sur les dérogations à l'interdiction de les détruire;</p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
	b informe des dérogations accordées les organisations ayant qualité pour recourir.
<p>Art. 31 Protection d'espèces 1 Plantes et animaux protégés</p> <p>¹ Le canton prend des mesures pour conserver des espèces de plantes et d'animaux rares ou menacées.</p> <p>² Le Conseil-exécutif désigne par voie d'ordonnance les plantes et les animaux qui doivent être protégés en sus des espèces visées par le droit fédéral.</p> <p>³ Il détermine les mesures de protection nécessaires pour autant qu'elles s'appliquent à l'ensemble du canton. La Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement est compétente dans les autres cas.</p> <p>⁴ Le service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement peut saisir les plantes cueillies ou les animaux détenus illicitement et contraindre les personnes fautives à en assurer le remplacement dans le délai imparti, sous commination d'exécution par substitution. Dans des cas exceptionnels, il peut fixer une réparation en argent équitable.</p>	<p>¹ Le canton prend des mesures pour conserver des-et favoriser les espèces de plantes et d'animaux rares ou menacées <u>ainsi que leurs espaces vitaux</u>.</p> <p>³ Il détermine les mesures de protection <u>et de promotion</u> nécessaires pour autant qu'elles s'appliquent à l'ensemble du canton. La Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement est compétente dans les autres cas.</p>
<p>Art. 36 Décision cantonale de mise sous protection 1 Teneur</p> <p>¹ Les zones et objets dignes de protection d'importance nationale ou régionale sont mis sous protection en vertu d'une décision cantonale.</p> <p>² La décision de mise sous protection comprend un plan de protection et les prescriptions afférentes. Celles-ci précisent le but et les mesures de protection.</p> <p>³ Les prescriptions régissant la mise sous protection s'appliquent par analogie à la modification des décisions de mise sous protection en vigueur.</p>	<p>¹ Les zones et objets dignes de protection d'importance nationale ou régionale sont mis sous protection en vertu d'une décision cantonale <u>(décision de mise sous protection)</u>.</p> <p>³ Les prescriptions régissant la mise sous protection s'appliquent par analogie à la modification des décisions de mise sous protection en vigueur. <u>Les modifications minimales visées à l'article 36a sont réservées.</u></p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>⁴ Les mises sous protection peuvent être demandées auprès du service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement ou auprès de la commune.</p>	
	<p>Art. 36a 1a Modifications minimales</p> <p>¹ Une procédure simplifiée s'applique aux modifications minimales des décisions de mise sous protection en vigueur.</p> <p>² Dans la procédure simplifiée, il est possible de renoncer à la procédure de participation ainsi qu'à la publication.</p> <p>³ Il est exclu de renoncer à la publication</p> <p>a lorsqu'il n'est pas possible de déterminer précisément les personnes qui sont en droit de former opposition, ou</p> <p>b lorsque des intérêts publics importants sont touchés.</p> <p>⁴ Il revient au service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement de statuer sur les modifications minimales.</p>
<p>Art. 38 2.2 Opposition</p> <p>¹ Opposition peut être formée auprès de la commune durant le délai de mise à l'enquête.</p> <p>² Ont qualité pour former opposition</p> <p>a les personnes particulièrement atteintes et touchées dans leurs intérêts dignes de protection par la décision de mise sous protection;</p> <p>b les organisations privées visées aux articles 35a et 35c, alinéa 3 de la loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC)¹⁾;</p>	<p>b les organisations privées visées aux articles 35a et 35c, alinéa 3 de la loi du 9 juin 1985 sur les constructions (LC)<u>LC</u>;</p>

¹⁾ RSB 721.0

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>c les autorités des communes et les organes d'associations de communes, du canton et de la Confédération s'il s'agit de sauvegarder les intérêts publics dont ils ont la charge.</p> <p>³ La procédure est régie par les dispositions de la loi du 23 mai 1989 sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA)¹⁾.</p>	
<p>Art. 41 Décisions communales de mise sous protection</p> <p>¹ La mise sous protection de zones et d'objets dignes de protection d'importance locale est régie par les dispositions de la législation sur les constructions qui s'appliquent à l'adoption de la réglementation fondamentale en matière de construction.</p> <p>² La procédure relative à une modification minimale de plans d'affectation s'applique par analogie à de minimales modifications de la décision de mise sous protection.</p> <p>³ Le préfet ou la préfète statue sur les dérogations aux décisions de mise sous protection. Les prescriptions sur la procédure d'octroi du permis de construire s'appliquent par analogie à cette procédure. Le préfet ou la préfète communique au service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement les dérogations accordées.</p>	<p>³ Le préfet ou la préfète statue <u>Les communes statuent</u> sur les dérogations aux décisions de mise sous protection <u>sur la base de l'article 7</u>. Les prescriptions sur la procédure d'octroi du permis de construire s'appliquent par analogie à cette procédure. Le préfet ou la préfète communique au service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement les dérogations accordées.</p>
<p>Art. 51 Tâches du canton</p> <p>¹ Le canton finance les tâches assumées par lui-même ou ses organes, notamment les mesures utiles d'entretien et d'aménagement s'il s'agit de zones ou d'objets d'importance nationale ou régionale.</p>	<p>¹ Le canton finance les <u>assure le financement des</u> tâches assumées par lui-même ou ses organes, notamment les mesures utiles d'entretien et d'aménagement s'il s'agit de zones ou d'objets d'importance nationale ou régionale.</p> <p>² Il peut conclure à cet effet des conventions de prestations avec la Confédération et des tiers.</p>
<p>Art. 52 Contributions aux projets de communes ou de tiers</p>	

¹⁾ RSB 155.21

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>¹ Le canton peut verser des contributions à des communes ou à des tiers pour leurs projets de protection, d'aménagement et d'entretien des biotopes ainsi que pour leurs projets de conservation et de promotion des espèces protégées et menacées.</p> <p>² Les contributions sont échelonnées en fonction de l'importance, au regard de la protection de la nature, de la mesure ou de l'objet encouragé par le projet, et peuvent représenter jusqu'à 80 pour cent des coûts déterminants ou jusqu'à 100 pour cent des coûts déterminants de la surveillance des sites marécageux par les communes.</p>	<p>¹ Le canton peut verser des contributions à des communes ou à des tiers pour leurs projets de protection, d'aménagement, <u>de mise en valeur</u> et d'entretien des biotopes ainsi que pour leurs projets de conservation et de promotion des espèces protégées et menacées.</p> <p>² Les contributions sont échelonnées en fonction de l'importance, au regard de la protection de la nature, de la mesure ou de l'objet encouragé par le projet, et peuvent représenter jusqu'à 80 pour cent des coûts déterminants ou jusqu'à 100 pour cent des coûts déterminants de la surveillance des sites marécageux par les communes.</p> <p>³ Le canton peut verser aux communes des contributions couvrant jusqu'à 50 pour cent des coûts imputables à l'établissement d'inventaires en vertu de l'article 5a, alinéa 2. Le Conseil-exécutif définit</p> <p>a les coûts imputables,</p> <p>b les exigences fixées pour les inventaires,</p> <p>c la procédure.</p>
<p>Art. 53 Dédommagements et indemnités dans le cadre de projets cantonaux</p> <p>¹ Un dédommagement équitable est convenu en compensation des charges imposées à l'exploitation ainsi que des mesures prises en matière d'entretien, d'aménagement et de plantation dans le cadre de projets cantonaux. Il n'excédera pas le montant des dépenses liées à une exécution judicieuse et rationnelle de ces mesures ni le montant des dépenses qui ne sont pas couvertes par des recettes ou des contributions de tiers.</p>	<p>Art. 53 Dédommagements et indemnités dans le cadre de projets cantonaux <u>du canton</u></p> <p>¹ Un dédommagement équitable est convenu en compensation des charges imposées à l'exploitation ainsi que des mesures prises en matière d'entretien, d'aménagement et de plantation dans le cadre de projets cantonaux. Il n'excédera pas le montant des dépenses liées à une exécution judicieuse et rationnelle de ces mesures ni le montant des dépenses qui ne sont pas couvertes par des recettes ou des contributions de tiers.</p> <p>^{1a} Le dédommagement du canton est déterminé selon</p> <p>a les frais d'exploitation,</p> <p>b la valeur biologique,</p> <p>c le mode d'utilisation et d'exploitation,</p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>² Une indemnité équitable est convenue pour les restrictions de l'utilisation. Elle ne doit pas dépasser le manque à gagner causé par la renonciation à des possibilités d'utilisation plus intensives ni être compensée par des recettes de remplacement ou des contributions de tiers.</p> <p>³ Dédommagements et indemnités sont alloués concurremment lorsque les conditions requises sont remplies.</p> <p>⁴ Les sommes nécessaires au versement de dédommagements et d'indemnités figurent chaque année au budget du service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement dont relève la protection de la nature.</p> <p>⁵ Les dédommagements et les indemnités convenus contractuellement sont adaptés au début de l'année suivante au renchérissement dès que celui-ci a atteint dix pour cent.</p>	<p>d la surface de la zone donnant droit à des contributions.</p> <p>⁴ Les sommes nécessaires au <u>Le</u> versement de dédommagements et d'indemnités figurent chaque année au budget du service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement dont relève la protection de la nature <u>est fonction des crédits budgétaires disponibles.</u></p> <p>⁵ <i>Abrogé(e).</i></p>
<p>Art. 56 Restitution</p> <p>¹ Le service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement ordonne la restitution de contributions de l'Etat obtenues indûment.</p>	<p>¹ Le service compétent de la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement ordonne la restitution de contributions de l'Etat <u>et d'indemnités obtenues indûment. Il peut les réduire ou refuser de les verser si des conditions ou des charges ne sont pas respectées.</u></p>
<p>Art. 57 Eléments constitutifs de l'infraction pénale</p> <p>¹ Est frappé d'une amende de 100 à 50 000 francs quiconque</p> <p>a endommage ou détruit une réserve naturelle ou un objet naturel protégé;</p> <p>b contrevient à une interdiction ou à une mesure ordonnées en vertu des articles 31, 36 ou 41;</p> <p>c agit sans être au bénéfice d'une autorisation exigée par la loi;</p>	

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>d transgresse une autorisation ou</p> <p>e ne satisfait pas à des mesures exécutoires qui lui sont imposées.</p> <p>² Dans les cas graves, l'amende peut aller jusqu'à 100 000 francs.</p> <p>³ Dans les cas de peu de gravité, il est possible de renoncer à toute peine.</p>	<p>e ne satisfait pas à des mesures exécutoires qui lui sont imposées <u>sous la menace des sanctions pénales prévues par le présent article.</u></p> <p>³ Dans les <u>Les cas de peu de gravité, il est possible dans lesquels la procédure de renoncer à toute peine</u> l'amende d'ordre s'applique sont réservés.</p>
<p>Art. 60 Compétence et procédure</p> <p>¹ Les décisions d'octroi de contributions en vertu des articles 22 ss ainsi que de dédommagement et d'indemnisation en vertu de l'article 53 qui sont rendues en grand nombre sont susceptibles d'opposition devant le service décisionnaire dans les 30 jours suivant leur notification.</p> <p>^{1a} Les décisions et décisions sur opposition rendues en application de la législation sur la protection de la nature sont susceptibles de recours devant la Direction de l'économie, de l'énergie et de l'environnement dans les 30 jours suivant leur notification.</p> <p>² Au surplus, les dispositions de la loi sur la procédure et la juridiction administratives sont applicables.</p>	<p>¹ Les décisions d'octroi de contributions en vertu des articles 22 ss ainsi que de dédommagement et d'indemnisation en vertu de l'article 53 qui sont rendues en grand nombre sont susceptibles d'opposition devant le service décisionnaire dans les 30 jours suivant leur notification.</p>
<p>Art. 60a Notification électronique</p> <p>¹ Les décisions d'octroi de contributions en vertu des articles 22 ss ainsi que les décisions de dédommagement et d'indemnisation en vertu de l'article 53 qui sont rendues en grand nombre sont notifiées par voie électronique.</p> <p>² Elles sont consultables dans la zone protégée du système d'information agricole. Leur publication est notifiée par un message électronique envoyé à leurs destinataires.</p> <p>³ Le délai pour saisir la voie de droit commence à courir dès que la notification de la publication de la décision a été remise par voie électronique.</p>	<p>¹ Les décisions d'octroi de contributions en vertu des articles 22 ss ainsi que les décisions de dédommagement et d'indemnisation en vertu de l'article 53 qui sont rendues en grand nombre sont notifiées par voie électronique.</p>

Droit en vigueur	Version pour la procédure de consultation
<p>⁴ Le Conseil-exécutif peut, par voie d'ordonnance, prévoir des notifications électroniques pour d'autres procédures en rapport avec les décisions rendues en vertu de l'alinéa 1.</p>	
<p>Art. 61 Qualité pour recourir des communes et des organisations</p> <p>¹ Ont également qualité pour recourir contre les décisions concernant des mesures provisoires, des autorisations, des dérogations, la saisie, le rétablissement de l'état conforme à la loi ou la réparation du dommage les autorités communales compétentes et les organisations privées visées à l'article 40a LC¹⁾.</p>	<p>¹ Ont également qualité pour recourir contre les décisions concernant des mesures provisoires, des autorisations, des dérogations, la saisie, le rétablissement de l'état conforme à la loi ou la réparation du dommage les autorités communales compétentes et les organisations privées visées à l'article 40a LC.</p>
	II.
	<i>Aucune modification d'autres actes.</i>
	III.
	<i>Aucune abrogation d'autres actes.</i>
	IV.
	Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.
	Berne, le Au nom du Conseil-exécutif, La présidente/le président: Le chancelier:

¹⁾ RSB 721.0